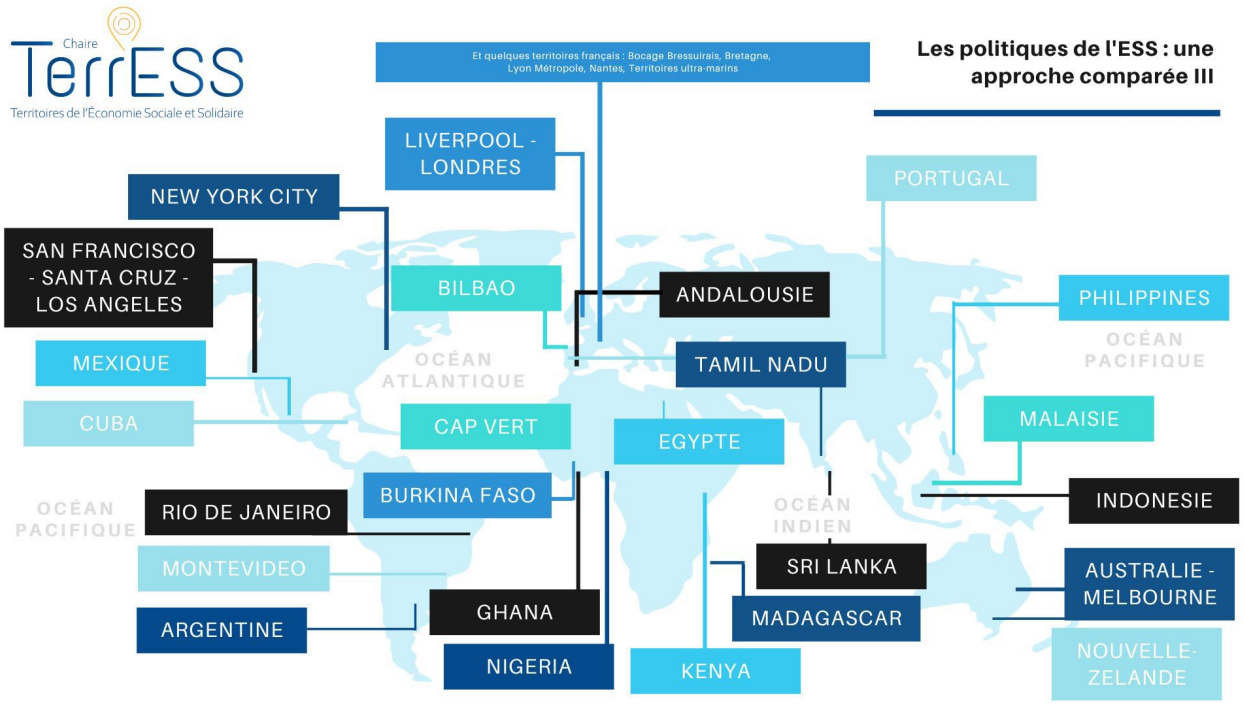
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



L'Andalousie : laboratoire de l'économie sociale espagnole, produit d'une identité locale forte et du soutien national et européen à l'ESS

Par Mattia GEONGET, Marcia ESCAICHE, Arthur SANTARNECCHI, Gya MANSARD

« Esta tarde, a las 19 horas, Asamblea General en el Ayuntamiento ». Tous ceux qui ont un jour séjourné ou habité dans la petite commune andalouse de Marinaleda ont déjà entendu cette ritournelle, diffusée plusieurs fois par mois par les hauts-parleurs des camionnettes qui sillonnent le village. À raison de 60 à 70 Assemblées populaires annuelles, Marinaleda est, depuis 45 ans, dépeinte par médias et intellectuels comme une utopie de démocratie participative.

Marinaleda est une commune de 3000 habitants dont la politique égalitariste rayonne dans les villages aux alentours. Et pourtant, si elle en est une illustration particulièrement aboutie, elle est surtout le produit des mesures prises depuis des années par sa communauté autonome de rattachement, l'Andalousie. L'Andalousie est depuis longtemps un laboratoire fertile pour le développement de l'économie sociale et solidaire, en raison de son histoire singulière marquée par des luttes sociales profondes, notamment dans le domaine agraire. Les vastes latifundia, grandes exploitations agricoles détenues par une poignée de propriétaires terriens, ont généré des conditions de vie précaires pour une majorité de travailleurs ruraux, ce qui a encouragé l'émergence de formes alternatives plus égalitaires d'organisations économiques et sociales. L'économie sociale et solidaire en est aujourd'hui un prolongement moderne, terme qui englobent toutes les activités économiques et commerciales du secteur privé réalisées dans l'intérêt général. Au cœur du mouvement anarchiste espagnol au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la région a hérité d'idéaux de solidarité, d'autogestion et de mise en commun des ressources agricoles au sein de coopératives.

Ainsi sont apparus dans les différentes provinces de l'Andalousie un certain nombre de projets, d'écovillages (Los Molinos del Río Aguas, Beneficio près de Grenade…) et de communautés (Cooperativa Andaluza de Trabajo) qui mettent en œuvre des pratiques d'économie circulaire, de permaculture et de vie collective. Souvent situés en milieu rural, ils s'inscrivent dans une critique du modèle économique néolibéral et explorent des modes de vie plus respectueux de l'environnement. Dans cet écrit, c'est donc aux initiatives sociales et environnementales andalouses que nous nous intéresserons. Pour ce faire, nous montrerons dans le premier temps de notre analyse la façon dont le cadre légal, politique et institutionnel national et européen a permis à l'Andalousie d'être ce territoire pionnier en matière d'ESS. Notre second mouvement sera plus localisé puisqu'il prendra la forme d'une étude de cas autour de la petite ville de Marinaleda. Comment ce projet collectif a-t-il pu naître puis subsister ? En quoi s'ancre-t-il dans un contexte régional particulièrement porteur ?

I/ L'économie sociale andalouse : un secteur dynamique soutenu par un cadre législatif national et européen particulièrement porteur.

Dans cette première partie, nous allons nous intéresser au contexte national et européen si favorable pour l'« economia social » (terme le plus commun pour désigner l'ESS en Espagne) andalouse. Commençons par traiter l'aspect national en nous penchant sur l'enclin du gouvernement espagnol actuel à soutenir l'ESS. Notons que grâce à son statut de communauté autonome, l'Andalousie profite d'une importante marge décisionnelle. Toutefois, si certaines initiatives se font à l'échelle locale, elles s'ancrent aussi dans un cadre institutionnel très porteur à l'échelle de l'État espagnol, rendant propice l'innovation dans ce secteur.

En règle générale, l'économie sociale en Espagne bénéficie d'un cadre institutionnel solide, soutenu par une législation favorable et des politiques publiques cohérentes qui se déploient à

différentes échelles. Une spécificité majeure en la matière réside dans la Constitution espagnole post-franquiste de 1978, puisque celle-ci mentionne déjà l'obligation de soutenir le progrès économique et social. Et en effet, l'État espagnol s'impose comme le premier en Europe à manifester sa volonté de mener des politiques d'économie sociale avec la Loi-cadre sur l'économie sociale du 30 mars 2011. Cette reconnaissance légale précoce fixe les objectifs et les principes fondamentaux de l'économie sociale, tels que la primauté de la personne et de la finalité sociale sur le capital encadré par une gestion autonome, transparente, démocratique et participative ainsi qu'une indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics. Elle s'est notamment traduite par la stratégie espagnole pour l'économie sociale 2023-2027 (EEES), mettant à jour les besoins identifiés par le plan d'action national adopté en 2017, tout en s'adaptant au contexte économique et social actuel. Elle inclut 146 mesures, réparties sur différents grands objectifs de durabilité. Le ministère du Travail espagnol est par ailleurs aussi directement en charge de l'économie sociale. Dans une optique d'adaptabilité et de transformation, les lois constitutionnelles Estatutos de autonomía, ont été réformées entre 2006 et 2008, plus précisément en 2007 pour le cas de l'Andalousie, afin d'inclure des références à l'économie sociale et à son soutien par ces gouvernements régionaux. Il faut en effet rappeler la très forte implication des communautés autonomes en Espagne. Au-delà d'un cadre juridique favorable, les structures d'économie sociale andalouses bénéficient aussi d'avantages économiques, notamment via un traitement fiscal spécifique divisé en trois systèmes d'imposition selon les entités. Il s'agit donc d'un système réglementaire très poussé, dans un pays où 10% du PIB et 12% de l'emploi proviennent des différents secteurs de l'ESS (coopératives, mutuelles, ONG…). Notons en outre que la crise de 2008 a révélé pour les Espagnols combien ces domaines d'activité pouvaient se montrer résilients comparativement aux autres. Actuellement dirigée par le parti socialiste ouvrier, l'Espagne alloue chaque année plusieurs centaines de millions d'euros pour soutenir l'économie sociale.

Ces priorités économiques du gouvernement espagnol se retrouvent bien au niveau local. À l'échelle régionale, les Communautés autonomes sont apparues comme des précurseurs de l'économie sociale et solidaire, ayant encadré et promu l'économie sociale sur leurs territoires dès les années 1990. En ce qui concerne l'Andalousie, en 1993, la CEPES-ANDUALUCIA, soit la Confédération des entités de l'économie sociale, a été créée pour coordonner et représenter les différentes formes d'entreprises sociales dans la région, contribuant à la structuration du secteur. En 2002, la signature du premier pacte pour l'économie sociale d'Andalousie entre les autorités régionales, la CEPES et les syndicats a permis de formaliser des objectifs communs. Ceux-ci s'inscrivent dans la continuité de la loi nationale, réaffirmant l'importance de cette économie, avec une série d'objectifs destinés à renforcer la cohésion sociale, améliorer les conditions de travail et stimuler l'innovation sociale. Aujourd'hui, L'Andalousie tient une position de cheffe de file de l'économie sociale espagnole avec plus de 4.900 coopératives. La croissance de ce milieu a amené le secteur à contribuer à hauteur de 10% dans le PIB de la région en 2023, créant plus de 81.000 emplois selon les chiffres d'AndaluciaEScoop. En Andalousie, plus de 375.000 familles vivent de coopératives. On observe une très grande diversité dans les coopératives de la région, la plupart très petites, mais d'autres devenues leaders dans des secteurs divers comme Covap (élevage), Dcoop (huiles d'olive) ou Coviran (distribution alimentaire). On notera que 25 coopératives régionales font partie des 100 coopératives les plus importantes d'Espagne et 21 parmi le top 100 pour l'export en 2023-2024. Énormément de jeunes andalous basent leurs projets entrepreneuriaux sur le modèle des coopérations, de nouveaux projets qui permettent, en particulier, d'accroître l'innovation (ODD 9). Cette évolution trouve sa source, entre autres, dans une politique axée sur la communication et la pédagogie : en 2002, la Fédération andalouse des coopératives de travail fonde l'École andalouse d'économie sociale. L'on peut aussi évoquer l'impact des politiques publiques de grande envergure mises en place au niveau régional comme les Pactes pour l'économie sociale d'Andalousie (2002-2005, 2006-2010). Il est

d'ailleurs important de souligner la part majeure des femmes dans les coopératives de travailleurs avec 49% de femmes, particulièrement dans les activités d'éducation et de services. En ce sens, certaines organisations d'économie sociale ont été créées seulement pour un public féminin. C'est le cas par exemple d'AMECOOP-Andalucía, une entité à but non-lucratif fondée en 2004 dans le but de créer un nouvel espace de discussion pour les femmes entrepreneures de coopératives, répondant aux impératifs de l'ODD 5 pour l'égalité entre les sexes. Toujours dans l'optique de répondre aux objectifs de développement durable et notamment la réduction des inégalités, l'Andalousie fait aussi partie des leaders en termes d'inclusions des personnes en situation de handicap à travers l'économie sociale, puisque cette dernière intègre « un pourcentage beaucoup plus élevé » de personnes handicapées dans son personnel que le reste des entreprises commerciales.

L'Espagne et l'Andalousie bénéficient d'un important soutien de la part de l'Union européenne. Nous avons évoqué la Stratégie espagnole d'économie sociale 2023-2027, or les objectifs décrits par celle-ci (croissance équitable et durable) reprennent ceux du Plan d'action européen pour l'économie sociale, adopté par la Commission européenne en 2021. Les fonds européens se présentent comme des sources non-négligeables de développement, comme le montre l'exemple du Plan global de promotion de l'économie sociale 2024-2025, doté de 80 millions d'euros et présenté par le ministère du Travail et de l'Économie sociale espagnole. En effet, financé par le programme Next Generation EU de l'UE, ce soutien vise des entités variées de l'ESS comme les coopératives, les mutualités mais aussi certaines sociétés agricoles et centres de travail pour promouvoir la coopération et l'innovation. Plus ambitieux encore, le Projet stratégique pour la relance et la transformation économique (« PERTE Social ») approuvé au niveau gouvernemental fin mai 2022 a doté l'économie sociale d'un budget de 800 millions d'euros. Or, les fonds de ce plan d'investissement stratégique proviennent aussi en grande partie du fonds européen Next Generation EU.

Nous avons jusqu'à présent évoqué le contexte dans lequel les politiques d'économie sociale se sont développées et enracinées en Andalousie, en mentionnant la décentralisation espagnole (communautés autonomes). Pour mieux apprécier cette marge laissée à l'échelon local, nous allons ici mener une étude de cas de la commune de Marinaleda. Cette dernière a pour particularité de répondre à la fois à des exigences en termes de primauté de l'humain sur les intérêts économiques, de démocratie et de solidarité, principes souvent érigés comme clés de voûte de l'économie sociale espagnole. Les dix-sept Objectifs de Développement Durable publiés en 2015 par l'ONU sont presque tous respectés, bien que certains soient plus au centre des priorités de la ville que d'autres et les grands principes définis par la loi espagnole de 2011 le sont aussi.

II. Étude de cas : Marinaleda, l'illustration de ce à quoi l'économie sociale andalouse peut aboutir.

Nous allons commencer par analyser l'aspect le plus souvent retenu sur Marinaleda : la démocratie participative et l'implication citoyenne. Avant toute chose, notons que ce village de près de 3000 habitants se situe à 80 kilomètres de Séville, dans un paysage montagneux et agraire. Depuis sa création en 1979, Marinaleda fonctionne sur un système politique original fondé sur quatre principes clairement affichés : un toit, un emploi, un salaire unique et un repas pour tous. Le citoyen y est au cœur des décisions depuis 45 ans, et pour comprendre cela, il nous faut revenir sur l'histoire de la création du village. Alors que le franquisme vient de tomber, Juan Manuel Sanchez Gordillo devient en 1978 maire le plus jeune d'Espagne à Marinaleda, alors province enclavée vivant principalement des aides du gouvernement. Au départ, ce syndicaliste socialiste transforme la mairie en parlement ouvrier pour ce qu'il appelle les « sans voix », les non-propriétaires. Progressivement, il supprime aussi toute forme de police ou d'activité de banque dans la ville. Marinaleda devient un véritable laboratoire de démocratie directe : toutes les décisions sont prises collectivement, lors des

60 à 70 assemblées générales annuelles au sein desquelles tous débattent puis votent à main levée. Comme nous l'évoquions en introduction, chaque assemblée est annoncée dans tout le village par des camionnettes dotées de haut-parleurs. De plus, tous les élus de la commune signent au début de leur mandat un acte notarié stipulant qu'ils peuvent à tout moment être destitués de leurs fonctions. Le principe selon le maire, interviewé en 2011 par France Inter, est que les élus sont « les premiers pour régler les problèmes, les derniers pour collecter les bénéfices » (ODD 11, 16). L'an dernier, Juan Manuel Sanchez Gordillo a décidé de ne pas se représenter en 2023, notamment suite à des critiques sur la forte personnalisation du pouvoir de la commune, laissant sa place à un autre homme de gauche, Sergio Gómez Reyes.

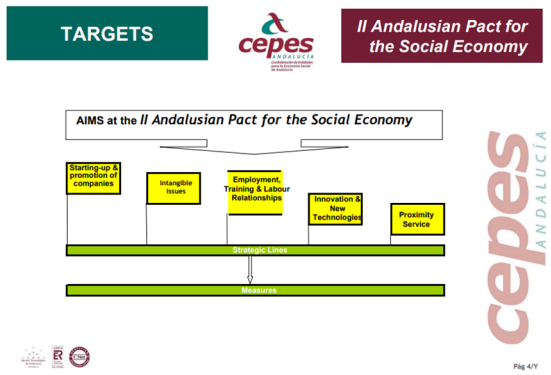
Celui qui a été maire pendant 45 ans avait réussi à instaurer une « démocratie économique », parallèlement à la démocratie directe dont nous avons parlé. Celle-ci est passée par la collectivisation des terres et des moyens de production, ainsi que par le versement d'un impôt unique pour tous les travailleurs de Marinaleda (ODD 1, 2, 5, 8, 9, 10, 12). Ces idéaux mis en actes par Gordillo prennent racine dans l'histoire très particulière de la province : dans les années 80, les ouvriers agricoles de Marinaleda, fortement frappés par le chômage, se soulèvent pour récupérer les terres du duc de l'Infantado, possédant à lui tout seul le quatrième plus grand domaine d'Espagne. Le principe est le suivant : « la tierra para el que la trabaja », la terre à qui la travaille. Pendant dix ans, ils occupèrent les terres de ce duc, jusqu'à finir par obtenir gratuitement ces 1200 hectares de terre. Cette lutte s'est ancrée dans un héritage anticapitaliste fort, inspiré par Gandhi, le Che (rue Che Guevara et portrait dans le bureau du maire), et l'anarchisme andalou. Le mouvement de l'agriculture durable Via Campesina s'est en effet enraciné en Andalousie sur la base de l'anarchie de José Sánchez Rosa, syndicaliste andalou promouvant une société sans hiérarchie, fondée sur des coopératives agricoles de travail autogérées. Et justement, à Marinaleda, la collectivisation a permis de mettre en commun les bénéfices générés par la production de tournesols, oignons, olives, artichauts et tomates pour les réinvestir dans des projets sociaux et de nouveaux postes d'emploi. Ces héritages locaux permettent à l'ESS de s'imposer avec vigueur et pérennité dans les territoires, en lien avec leurs traditions et leurs réalités respectives. Factuellement, le village est aujourd'hui dans une situation de plein emploi et embauche même dans les villages voisins. Les champs sont exploités sur le mode coopératif, sans patron. Le salaire est de 1250 euros par mois, sans exception, ce qui fait 46€ par jour contre 30 à 35 dans la région, à raison de 6h et demie de travail quotidien. Tout le cycle de production entre la terre et la mise en vente est contrôlé par les neuf coopératives de la ville. Il est intéressant de noter que tout cela, Marinaleda le fait en recevant moins d'argent de l'État, de la communauté autonome ou de la députation (Séville) que les autres communes andalouses.

Une fois cette démocratie économique durablement installée, les citoyens se sont attelés à la mise en place d'une « démocratie sociale ». Celle-ci s'est traduite par l'instauration de « dimanches rouges » où chacun est tenu de venir nettoyer les rues de la ville. Cette attention portée à la nature n'est pas spécifique à Marinaleda, et il nous semble utile de mentionner l'exemple des écovillages de Los Molinos del Río Aguas et de Beneficio. Ceux-ci contribuent à faire de l'Andalousie une région pionnière en Europe en termes de communautés autogérées anti-libéralistes. Pour en revenir à Marinaleda, les murs de la ville et leurs multiples œuvres de street art rappellent combien son histoire s'est construite sur la recherche constante de paix, par exemple par l'accueil d'immigrés colombiens. Et pourtant, c'est bien la gestion commune du logement (ODD 11) et des services de la ville (ODD 3 et 4) qui fait l'originalité et l'essence de cette démocratie sociale. À Marinaleda, pour éviter la spéculation immobilière, tous les habitants construisent eux-mêmes leur maison. Les terrains étant collectivisés, la mairie met à disposition maçons et architectes, en l'échange de la main d'œuvre des futurs habitants et d'un loyer… de 15€ par mois. Aujourd'hui, plus de mille personnes y vivent dans ces maisons de 90m2 et 100m2 de cour, sur le principe que le droit au logement doit être universel. Ce modèle si idéal a tant intrigué et fait parler de lui que des membres du gouvernement bolivien et des architectes vénézuéliens sont venus dans la ville observer comment marchaient ces coopératives. Sur le même

principe, une garderie (12€/mois pour ses usagers) un gymnase, des terrains de tennis et de foot, une piscine (activités sportives gratuites dans la commune) et une grande école ont été construits, tout en maintenant l'imposition locale la plus basse de toute l'Andalousie.

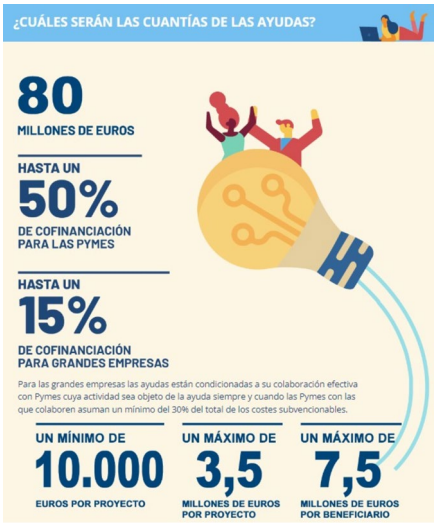
L'exemple de Marinaleda montre combien l'instauration de systèmes politiques et économiques respectueux de la nature et du vivant est réalisable à l'échelle locale. Bien sûr, Marinaleda en est une illustration unique, particulièrement aboutie. Mais cette commune n'est pas née ex-nihilo : elle est le produit de la détermination d'Andalous portés par un héritage idéologique fort et soutenus par un gouvernement espagnol et une Europe eux-mêmes de plus en plus intéressés par les questions d'économie sociale. Il serait opportun d'étudier l'influence réciproque du succès de ce village florissant sur la mise à l'agenda gouvernemental espagnol des questions d'ESS. En effet, la réussite de ces initiatives andalouses d'économie sociale ont aussi amené l'Espagne à affirmer avec vigueur sa place de pionnière en matière d'ESS, à une époque où peu de secteurs se montrent aussi résilients face aux aléas climatiques de plus en plus fréquents.

Annexes :



Ce document permet d'éclairer le contenu du II Pacte andalous pour l'économie sociale, mettant en avant cinq axes stratégiques : la création et promotion d'entreprises, les enjeux immatériels, l'emploi et les relations de travail, l'innovation et nouvelles technologies et enfin les services de proximité. Ces axes se traduisent eux-mêmes en lignes stratégiques et mesures concrètes pour développer et/ou renforcer l'économie sociale dans la région. Cet extrait permet donc d'illustrer l'approche structurée des politiques de soutien à l'économie sociale en Andalousie, démontrant son rôle dans la création d'emploi, l'innovation et les services communautaires.

Annexe 2 : « El Plan Integral de Impulso de la Economía Social 2024-2025 », (Traduction : Le plan global de promotion de l'économie sociale 2024-2025).



Ce document est une infographie visant à expliquer le plan global de promotion de l'économie sociale sur l'année 2024-2025 en Espagne. Elle définit le montant total ainsi que la part accordée par projet et le pourcentage octroyé pour les grandes entreprises et les PME. Elle est par ailleurs disponible sur le site Internet du ministère du Travail et de l'Économie sociale espagnole et illustre les fonds disponibles pour le secteur, en partie grâce au financement de l'Union Européenne.

Annexe 3 : Mesures d'amélioration pour l'économie sociale identifiées par le Ministère du travail et de l'économie sociale espagnol.

Lignes d'action pour améliorer la visibilité de l'économie sociale :

- Renforcer sa visibilité au niveau institutionnel et dans le cadre réglementaire.
- Promouvoir sa reconnaissance auprès des acteurs sociaux et de la société dans son ensemble.
- Consolider sa présence sur l'agenda des institutions internationales.
- Promouvoir l'élaboration et la diffusion de statistiques sur l'économie sociale.
- Promouvoir son analyse pour la mesure de l'impact économique et social.

Lignes d'action pour augmenter la compétitivité de l'économie sociale :

- Augmenter son niveau d'internationalisation.
- Accroître l'innovation et la transformation numérique.
- Promouvoir la mise à jour des compétences et la requalification professionnelle.
- Accroître la coopération intra et intersectorielle des entreprises et entités de l'économie sociale.
- Améliorer la transition écologique des entreprises et des entités.

Lignes d'action pour renforcer l'entrepreneuriat social en général et dans les secteurs émergents de l'économie sociale :

- Accroître sa présence dans les nouvelles initiatives d'entrepreneuriat.
- Améliorer son intégration dans l'écosystème de l'innovation et dans l'entrepreneuriat à base technologique.
- Renforcer sa position concurrentielle dans les secteurs émergents.

Lignes d'action pour promouvoir la durabilité sociale et territoriale dans l'économie sociale :

- Faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Favoriser le renouvellement des générations.
- Promouvoir sa contribution à la cohésion territoriale et au dépeuplement.
- Soutenir la responsabilité sociale des entreprises et l'intégration des objectifs de développement durable dans l'économie sociale.

Cet extrait résume les mesures identifiées par le Ministère du Travail et de l'Économie sociale espagnol pour renforcer l'économie sociale en Espagne. Les quatre lignes d'action identifiées visent à intégrer davantage l'économie sociale dans les politiques publiques, encourager l'innovation, renforcer la transition écologique et numérique et soutenir des objectifs tels que l'égalité de genre ou la cohésion territoriale. Ces mesures montrent l'engagement dynamique de l'Espagne à valoriser l'économie sociale comme moteur de développement durable et inclusif, créant ainsi un cadre favorable à son développement en Andalousie.

Annexe 4 : Extrait du Plan Global de Promotion de l'Économie Sociale 2024-2025 mettant en avant le lien avec les objectifs de développement durable (ODD).

Traduction : « L'évaluation des projets vise à atteindre les objectifs du développement durable 5, 8 et 10. »

Ce document illustre l'articulation entre les projets d'économie sociale et les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030. Il met l'accent sur trois objectifs spécifiques : l'égalité des genres (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), et la réduction des inégalités (ODD 10). Ainsi, cet axe du Plan Global de Promotion de l'Économie Sociale Espagnol souligne l'engagement du pays à intégrer les ODD dans ses projets d'économie sociale. Cela montre comment les initiatives soutenues s'alignent sur des priorités globales pour promouvoir un développement économique respectueux de l'humain en phase avec les enjeux environnementaux contemporains, pouvant combien ESS et ODD peuvent aller de pair.

Annexe 5 : Page de présentation du site internet de l'École d'Économie Sociale Andalouse (traduction).

Cette page présentant l'École d'Économie sociale d'Andalousie permet de mettre en avant l'intérêt structurel de l'école dans la région, puisque celle-ci renforce l'engagement social et solidaire déjà très fort en Andalousie : elle se donne pour objectif d'œuvrer au développement de l'ESS en Andalousie (mais également à d'autres échelles) à travers la formation, la mise en lien et l'accompagnement. L'existence d'un tel organisme, dont les principes sont accessibles sur Internet et dont les services sont variés, appuie l'idée d'un fort dynamisme de l'ESS andalouse.

Annexe 6 : Affiche pour promouvoir une rencontre sur l'économie sociale à l'échelle de la municipalité.

Cette affiche d'événement de rencontre dans la commune de Peligros près de Grenade permet d'illustrer les initiatives concrètes de sensibilisation et de mobilisation à l'échelle locale. Elle met en lumière l'engagement de la municipalité dans la promotion de l'ESS, tout en reflétant l'importance du dialogue collectif. En effet, les logos permettent de mettre en valeur la nécessité du dialogue entre différents acteurs (associatifs, institutionnels…) pour mener à bien les projets d'économie solidaire. Ainsi, la variété des sujets traités (inscrits en arrière-plan de l'affiche) montre la diversité et l'intersectionnalité du champ d'action de l'ESS, qui peut intervenir à la fois sur l'énergie, le féminisme ou les services publics. Encore une fois, l'accent est mis sur l'échelle locale et l'accessibilité du dialogue.

Annexe 7 : Drapeau du village autogéré de Marinaleda.

= L'emblème arbore une colombe, symbole de paix, tandis que les champs et le soleil rouge rappellent le respect indispensable envers la nature. La couleur verte représente l'utopie, le blanc, la paix et le rouge, le communisme.

Inclure le drapeau de la ville permet d'ancrer notre étude de cas dans le contexte local de Marinaleda, en montrant les valeurs portées par la communauté et l'héritage dans lequel celles-ci ont pris racine. La colombe, symbole de paix, et les références à la nature soulignent les liens avec les principes de l'ESS (sans pour autant faire d'anachronisme puisque la cité de Marinaleda a été fondée bien avant que les principes de l'ESS ne soient énoncés sous cette appellation-là). Les couleurs et leur symbolisme renforcent la dimension idéologique, intégrant des aspirations à une utopie de justice sociale et de respect environnemental (« mantra » de la ville, au centre du drapeau : « *Una utopía hacia la paz* », une utopie vers la paix).

Annexe 8 : Mur et salle polyvalente de Marinaleda.

« *La tierra para el que la trabaja* », la terre à qui la travaille.

Ces photos illustrent elles aussi l'héritage idéologique de la commune de Marinaleda, historiquement marquée par le communisme notamment cubain et l'anarchisme, en particulier

andalou. Ces idéaux d'autogestion et d'organisation horizontale de la production peuvent apporter une réflexion sur une prédisposition locale historique aux principes de l'économie sociale et solidaire. Ces peintures, dont celle du Che directement sur la salle polyvalente de la commune (mais il existe aussi dans cette dernière une rue Che Guevara), reflètent une vision où la redistribution des ressources et le contrôle démocratique des moyens de production sont centraux, rappelant l'histoire de lutte collective du village. Elles montrent combien l'ESS a de chances de réussir à l'échelle locale lorsqu'il s'inscrit dans un projet politique plus large et plus ancien de transformation sociale. La prise en compte des réalités et particularismes locaux est donc tout à fait déterminante pour mener à bien cette transformation.